Institut des Comptes nationaux

Bureau fédéral du Plan

La croissance de l'économie belge devrait atteindre 1,2% en 2016 et 1,5% en 2017

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre de la préparation du budget 2017.

Une légère amélioration de la conjoncture internationale en 2017

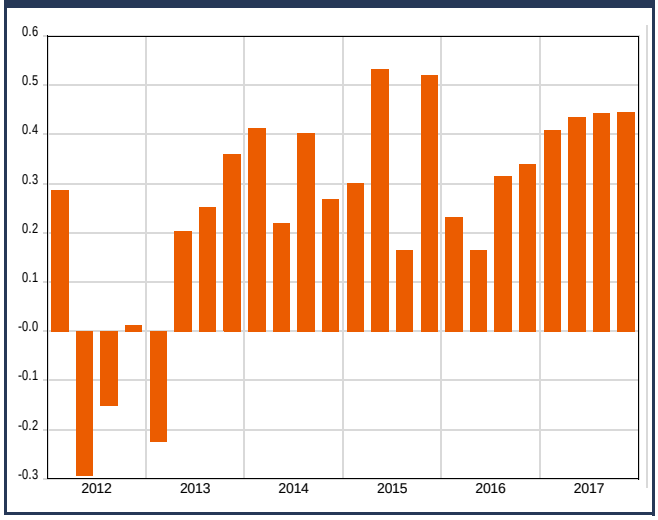
Tout comme l'an dernier, l'économie mondiale se caractérise cette année par une croissance modérée, proche de 3%, compte tenu des performances de croissance décevantes affichées par les économies émergentes. En 2017, la croissance mondiale s'accélérerait jusqu'à 3,5%, sous l'impulsion d'une reprise progressive de la demande dans les économies émergentes. L'augmentation concomitante des prix des matières premières serait également favorable aux pays émergents producteurs de ces matières premières. À l'instar des deux dernières années, la croissance dans les économies avancées se poursuivrait à un rythme relativement modéré. Ainsi, la zone euro, où l'activité économique est soutenue par des prix pétroliers toujours bas et une politique monétaire extrêmement accommodante, afficherait une croissance de 1,6%, tant en 2016 qu'en 2017.

Les principales incertitudes qui entourent ce scénario international tiennent notamment aux risques d'un atterrissage brutal de l'économie chinoise et d'une augmentation du prix du pétrole qui dépasserait nettement celle retenue dans ces prévisions, ainsi qu'à l'impact de la normalisation progressive de la politique monétaire américaine. En outre, un Brexit pourrait détériorer les relations (commerciales) entre États membres et, par conséquent, affecter la confiance au sein de l'Union européenne.

Un ralentissement temporaire de la croissance du PIB belge durant la première moitié de 2016

En 2015, l'économie belge a enregistré une croissance de 1,4%, soit un rythme légèrement supérieur à celui de 2014, grâce au dynamisme de la consommation privée (1,3% contre 0,4% en 2014). Compte tenu de la faiblesse des prix de l'énergie, le revenu disponible réel a encore progressé de 1,3% en 2015, et ce en dépit du saut d'index. En 2016, la croissance du PIB fléchirait jusqu'à 1,2%. En effet, le contexte international moins dynamique freine les exportations, et partant, pèse sur les dépenses intérieures. En outre, les exportations et la consommation des particuliers sont influencées négativement par les attentats du 22 mars à Bruxelles. D'après nos calculs, ces attentats freinent la croissance du PIB à hauteur de 0,1 point de pourcentage en 2016, mais n'impacteront plus l'activité économique en 2017. L'an prochain, la croissance du PIB belge atteindrait 1,5% sous l'impulsion d'une demande intérieure plus dynamique.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En 2016, les exportations belges sont soutenues, d'une part, par l'évolution favorable des coûts intérieurs suite aux mesures prises pour limiter le coût du travail et, d'autre part, par la forte dépréciation de l'euro intervenue l'an passé. Néanmoins, la croissance des exportations en volume se limiterait à 4,1% cette année (contre 4,9% en 2015), principalement en raison du repli conjoncturel observé en dehors de la zone euro, mais également du fait de l'impact des attentats récents sur les dépenses des non-résidents. En 2017, la croissance des exportations s'établirait également à 4,1%, ce qui est en ligne avec la stabilité de la croissance économique de la zone euro.

Le revenu disponible réel des particuliers devrait augmenter de 1% en 2016. Un certain nombre de mesures ont un impact positif sur le pouvoir d'achat, partiellement neutralisé, entre autres, par la hausse de la TVA sur l'électricité à usage domestique, l'augmentation d'autres prélèvements indirects et le saut d'index. En 2017, le pouvoir d'achat devrait progresser à un rythme similaire (1,1%), soutenu par une augmentation plus marquée des salaires (dans un scénario où n'interviendraient pas de nouvelles mesures de modération salariale). Au cours de ces deux années, l'indexation des salaires et des allocations sociales demeure inférieure à l'inflation. Toutefois, le revenu disponible réel est stimulé par l'amélioration de la situation sur le marché du travail. La menace terroriste et les attentats ont, par contre, un impact négatif sur la consommation des particuliers au premier

semestre de 2016. Sur l'ensemble de l'année 2016, la consommation privée ne devrait donc progresser que de 0,7% et le taux d'épargne des ménages serait temporairement en hausse. En 2017, les dépenses de consommation devraient entamer un mouvement de rattrapage et progresser de 1,3%. La forte croissance en volume (5%) des investissements en logements en 2016 s'explique par une situation de départ favorable, compte tenu de la très nette augmentation de la construction de logements au deuxième semestre de 2015. En 2017, les investissements des ménages progresseraient de 1,4%.

En 2016, la croissance en volume des investissements des entreprises ne dépasserait pas 0,2% en raison du contrecoup d'opérations exceptionnelles intervenues en 2014 et 2015, en l'occurrence des acquisitions qui avaient dynamisé les investissements des entreprises mais sans influencer la croissance économique, vu qu'il s'agissait d'importations. Abstraction faite de ces opérations, les investissements des entreprises augmenteraient de 4% en 2016 et de 4,2% en 2017, à la faveur d'un accroissement de la rentabilité et d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

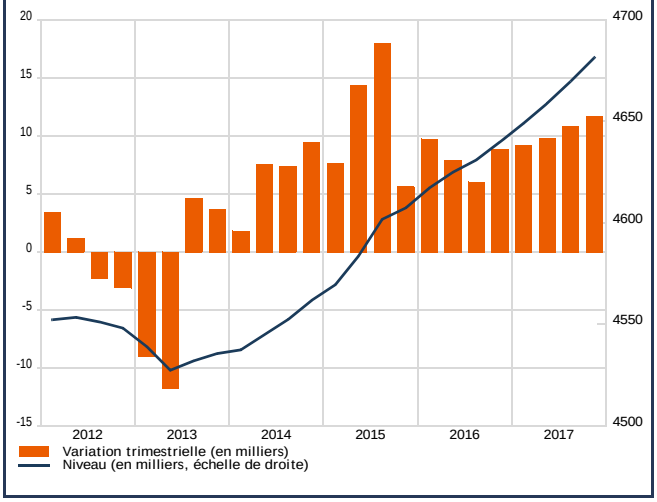
Compte tenu de l'ensemble des mesures connues, la croissance en volume de la consommation publique s'établirait à 0,3% en 2016 et à 0,5% en 2017. La croissance en volume des investissements publics en 2016 (2,5%) est attribuable, dans une large mesure, à la construction d'écoles par les autorités flamandes, alors qu'en 2017 (2,6%), elle est stimulée par une hausse des investissements des autorités locales à l'approche des élections communales et provinciales de 2018.

Les mesures visant à limiter le coût du travail soutiennent la croissance de l'emploi

L'emploi a progressé de 0,9% en 2015 (soit un accroissement net de 41 400 emplois). En 2016 et 2017, l'emploi dans le secteur marchand est influencé favorablement par les mesures visant à limiter le coût du travail. En outre, on peut supposer que le ralentissement de la croissance économique intervenu au premier semestre 2016 sera en grande partie absorbé par une baisse temporaire de la productivité horaire du travail et de la durée du travail et n'aura, par conséquent, qu'un impact limité sur l'emploi. L'emploi public compterait, en 2017, 1 000 personnes de moins qu'en 2015. L'emploi intérieur total devrait ainsi croître de 0,8% tant en 2016 qu'en 2017, ce qui représente, cumulativement pour les deux années, une création nette de plus de 74 000 emplois.

Compte tenu de l'augmentation de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait au total de plus de 27 000 unités au cours de la période 2016-2017. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 8,5% en 2015 à 8,4% en 2017.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
Données corrigées des variations saisonnières



L'inflation s'accélère nettement en 2016, avant de se tasser légèrement en 2017

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, est tombée à 0,3% en 2014 et 0,6% en 2015, principalement sous l'effet de la baisse des prix du pétrole. En dépit de leur augmentation progressive, les prix du pétrole devraient, cette année, rester en moyenne inférieurs à leur niveau de 2015 ; simultanément, les cotations du gaz naturel et de l'électricité seraient en baisse par rapport à l'an dernier. L'inflation devrait cependant atteindre 1,9% en 2016. En effet, la contribution négative du prix du gaz naturel et des produits pétroliers est totalement neutralisée par la contribution positive du prix à la consommation de l'électricité. Ce dernier augmente sensiblement suite à l'introduction ou au relèvement d'un certain nombre d'impôts et de prélèvements et suite à la suppression des KWh gratuits auxquels chaque ménage de Flandre avait droit. En outre, l'inflation sous-jacente devrait être plus élevée en 2016 qu'en 2015.

En 2017, l'inflation devrait se tasser pour atteindre 1,6%, en raison de plusieurs facteurs qui se compensent partiellement. D'une part, le prix du pétrole brut augmenterait pour la première fois depuis 2012 mais, d'autre part, l'inflation sous-jacente fléchirait - sous l'effet, notamment, des mesures de réduction du coût du travail - et les pressions à la hausse qui découlent des mesures qui affectent le prix de l'électricité devraient en grande partie disparaître.

L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, augmenterait de 2% en 2016 et de 1,4% en 2017. Sur base des prévisions mensuelles d'inflation du Bureau fédéral du Plan, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (103,04) serait dépassé en décembre 2017.

Pour plus d'informations:
Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be - Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2014	2015	2016	2017
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.4	1.3	0.7	1.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.6	0.5	0.3	0.5
Formation brute de capital fixe	7.0	2.3	1.5	3.1
Dépenses nationales totales	1.7	1.6	0.8	1.6
Exportations de biens et services	5.4	4.9	4.1	4.1
Importations de biens et services	5.9	5.2	3.7	4.2
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.4	-0.2	0.4	0.0
Produit intérieur brut	1.3	1.4	1.2	1.5
Indice national des prix à la consommation	0.3	0.6	1.9	1.6
Indice santé	0.4	1.0	2.0	1.4
Revenu disponible réel des particuliers	0.5	1.5	1.0	1.1
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12.6	12.8	12.9	12.7
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	15.6	41.4	37.6	36.5
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.5	8.5	8.5	8.4
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.2	0.0	0.7	0.8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.9	111.0	112.9	115.1
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.2	0.0	-0.2	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	1.7	0.8	0.6	0.7